

A l'eau la Terre ? ici **Strasbourg !**

19-22 mars 2010

www.aeaulaterre.eu

Conférence au Parlement Européen

19 et 22 mars 2010

6 milliards d'hommes aujourd'hui,

9 milliards d'hommes demain...

ET L'EAU ?

Version du 27/01/2010

Organisé par AQUAeme, association d'étudiants de l'ENGEES



Séance Plénière – Vendredi 19 mars – 09h30 à 11h30

Accueil par Damien KUSS, responsable de l'organisation de *A l'eau la Terre ? Ici Strasbourg*

Ouverture par le Président de Séance, Jean-Louis BESEME, président du conseil d'administration de l'ENGEES – 09h30 à 09h40

6 milliards d'hommes aujourd'hui, 9 milliards demain...et l'eau ? :

Pour les Elus - 09h50 à 10h25

- *Guy-Dominique KENNEL, président du Conseil général du Bas-Rhin*
- *Jacques BIGOT, Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg*
- *Anne LE STRAT, Adjointe au Maire de Paris en charge de l'eau et présidente d'Aqua Publica Europea*

Pour les Entreprises – 10h25 à 10h50

- *Marc RENAUME, président de la fédération professionnelle des Entreprises de l'Eau*
- *Pierre ETCHART, président de la fédération des distributeurs d'eau indépendants*
- *Jean-Daniel ZETTER, président du SDEA*

Pour les Citoyens – 10h50 à 11h15

- *Danièle MITTERAND, présidente de la fondation France Libertés*
- *Riccardo PETRELLA, politologue, économiste, défenseur du droit à l'accès à l'eau*
- *Damien KUSS, membre d'AQUAeme et responsable de l'organisation de A l'eau la Terre ? Ici Strasbourg*

Présentation du programme des tables rondes

par *Pierre HARGUINDEGUY, président d'AQUAeme* – 11h15 à 11h30

Tables rondes – Vendredi 19 mars – 13h00 à 15h00

Table ronde 1 : Vers un modèle européen de gestion des services publics de l'eau 13h00-15h00

Contexte

Selon L. GUERIN-SCHNEIDER et al.¹ (2002), « la libéralisation des services publics renvoie souvent, implicitement ou explicitement, à l'idée de rationalisation de la gestion et de l'implication croissante des opérateurs privés. Elle tend par conséquent à s'imposer comme modèle universel ».

C'est l'idée qui prévaut toujours en France où la délégation de la gestion des services publics d'eau et d'assainissement est très majoritaire. La situation en Europe est disparate avec des pays comme l'Angleterre qui ont complètement privatisé leurs services d'eau et d'autres pays comme l'Allemagne et la Belgique où les opérateurs privés sont minoritaires ou absents.

L'idée de rationalisation de la gestion (i.e. de baisse des coûts pour l'utilisateur) liée à la libéralisation des services publics est actuellement remise en cause. Par ailleurs, elle laisse à penser que seuls les opérateurs privés peuvent être efficaces et apporter l'eau au meilleur coût pour l'utilisateur !

Gestion publique, gestion déléguée aux opérateurs privés, gestion privatisée : quelle est la politique de l'UE au regard de l'expérience acquise dans chacun des états membres ?

Déroulement de la table ronde :

Président de Séance : Marc LAIME, journaliste, consultant, auteur du *Dossier de l'eau*

- Le panorama actuel de la gestion de l'eau en Europe. Vers une uniformisation ?
Sylvie LUPTON, Professeure en Economie à L'ESDES
- Politique communautaire concernant les services publics de l'eau : impact de l'UE sur le secteur de l'eau - vers une libéralisation ? - Quelle suite aux projets EUROMARKET et AQUALIBRIUM ?
Commission Marché Intérieur de l'UE (à confirmer)
- La place des opérateurs de l'eau au niveau européen
Pierre-Yves MONETTE, Secrétaire Général d'Eureau
- Situation future : le point de vue des grands groupes de l'eau
Jacques LABRE, Directeur des Relations Institutionnelles Suez Environnement
- Situation future : le point de vue des opérateurs publics
Anne LE STRAT, adjointe au maire de Paris en charge de l'eau et présidente d'Aqua publica europea

¹ L. GUERIN-SCHNEIDER, M. NAKHLA, A. GRAND D'ESNON, Gestion et organisation des services publics d'eau en Europe, Cahiers de recherche - Ecole des mines de Paris, n°19, 2002

Table ronde 2 : Urbanisme et gestion de l'eau dans la ville

13h00-15h00

Contexte

Historiquement, la gestion de l'eau en ville (assainissement des eaux usées, lutte contre les inondations...) a d'abord été purement technique avec comme objectif premier l'amélioration des conditions sanitaires urbaines. Cet objectif a été atteint dans les pays développés entre la fin du 19^{ème} siècle et le début du 20^{ème} grâce à la construction massive de réseaux enfouis sous les villes.

Des considérations sociales ont ensuite émergé dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle : les espaces naturels urbains sont devenus des lieux de détente, de rencontres à tel point qu'ils paraissent aujourd'hui indispensables au bien être de l'urbain. Des sentiers de promenade le long des cours d'eau, des parcs avec points d'eau etc. ont ainsi été aménagés à la demande des citoyens.

Enfin, ces dernières années, la prise de conscience de la fragilité des milieux récepteurs des eaux usées urbaines, de l'érosion de la biodiversité urbaine ou encore de la nécessité de rétablir des trames bleue et verte en ville a fait émerger des considérations environnementales de la gestion de l'eau en ville qui se sont de plus en plus prises en compte dans les projets d'aménagement urbains.

Ainsi, l'enjeu principal de la gestion de l'eau en ville pour ces prochaines années ne sera probablement pas l'augmentation de la population urbaine mais sûrement la façon dont l'urbanisme du futur pourra concilier ces trois approches ou perceptions (technique, sociale et environnementale) à priori contradictoires de l'eau en ville.

Déroulement de la table ronde :

Président de Séance : Daniel VILLESSOT, Directeur Technique de Lyonnaise des Eaux

- Approche historico-technique de l'eau en ville (risques sanitaires et réponses apportées par les techniciens) et possibilité d'un changement de système (retour de l'eau au cœur de la ville ?)
Bernard CHOCAT, professeur à l'INSA de Lyon Président du comité de la recherche de l'ASTEE n
- Présentation des aspects sociaux de l'eau en ville (détente, loisir, acceptabilité sociale d'un retour de l'eau au cœur de la ville)
Catherine CARRE, Maître de Conférences à l'université de Paris 1
- Considérations environnementales de la gestion de l'eau en milieu urbain (rejets d'eau usées, biodiversité, trames bleue et verte...)
Vincent GRAFFIN (Conseiller développement durable au Musée National d'Histoire Naturelle et responsable du groupe de travail Trames Bleue et Verte du grenelle)
- Comment l'urbaniste peut-il concilier ces trois approches de la gestion de l'eau en ville dans ses projets d'aménagements ?
Christian PIEL, Agence Composante Urbaine

Table ronde 3 : L'eau, un bien commun : comment assurer un accès à tous ?

13h00-15h00

Contexte

Une quantité minimale d'eau de qualité est nécessaire pour assurer la santé humaine et un environnement viable. Il faut au minimum 20 à 40 litres d'eau de bonne qualité pour les besoins de base (boisson et hygiène).

Cependant, dans de nombreux pays, cette quantité minimale d'eau de qualité n'est pas accessible à tous. Selon l'OMS, 1,1 milliard d'individus soit 17 % de la population mondiale n'avaient pas accès à l'eau potable en 2002. Chaque année 1,8 million d'enfants meurent des suites d'une pathologie liée à la consommation d'une eau insalubre. La santé humaine est menacée par de nombreuses maladies hydriques. Comment permettre à tous les humains d'avoir accès à ce minimum vital ? Qu'en est-il du droit à l'eau ?

Et même dans notre pays où l'eau est distribuée dans toutes les maisons au robinet, les inégalités subsistent face à l'accès à l'eau. Pour certains, la facture d'eau ne peut être payée ? Quels dispositifs pour y remédier ?

Déroulement de la table ronde :

Président de Séance : Jean-Luc Touly, président de l'association française pour le Contrat Mondial sur l'Eau

- L'état actuel de l'accès à l'eau dans le monde
Lise BREUIL, Agence Française de Développement, (à confirmer)
- Quel droit à l'eau ?
Henri SMETS, membre de l'Académie de l'eau et du Conseil européen du droit de l'environnement
- La tarification sociale, une solution pour garantir l'accès à tous ?
Marie TSANGA-TABI, enseignant-chercheur, UMR GSP Cemagref-ENGEES
- Quelles solutions pour les pays du sud ?
Denis DESILLE, Programme Solidarités Eau (à confirmer)

PAUSE — 15h00-15h30

Tables rondes – Vendredi 19 mars – 15h30 à 17h30

Table ronde 4 : Enjeux géopolitiques liés à l'eau : exemples d'initiatives de coopération transfrontalière

15h30-17h30

Contexte

Depuis quelques années, on voit monter l'eau comme une ressource stratégique mondiale. On observe des conflits entre États dus à ce problème de ressource en eau. Dans toutes les régions du globe, l'eau est un enjeu majeur de multiples « négociations » politiques. Des pays ont souvent l'obligation de gérer une ressource en eau avec un pays limitrophe, que ce soit un fleuve frontalier ou une ressource d'eau souterraine commune. Ainsi il existe différents modes de gestion qui se passent plus ou moins en bons termes avec ces pays voisins. Des pays comme la France et l'Allemagne ont une forte collaboration pour la gestion du Rhin, tandis que des pays comme Israël et la Syrie se disputent violemment la ressource en eau du fleuve Jourdain.

Ainsi, cette table ronde sera un espace d'échange sur ces enjeux géopolitiques, à la lumière des coopérations transfrontalières entre différents pays et des perspectives d'avenir.

Déroulement de la table ronde :

Président de séance : *Franck Galland, directeur de la sûreté de Suez Environnement et membre du Haut Comité français pour la défense civile, auteur du livre « L'eau: géopolitique, enjeux, stratégies »*

- Introduction globale sur les enjeux géopolitiques (constat général et évolutions) ;
Franck Galland, directeur de la sûreté de Suez Environnement et membre du Haut Comité français pour la défense civile, auteur du livre « L'eau: géopolitique, enjeux, stratégies »
- Présentation de la problématique des sources du Nil par un groupe d'étudiants de l'ENGEES, ayant travaillé sur le sujet.
- Présentation de la coopération transfrontalière pour la gestion et la protection de la nappe du Rhin supérieur, entre la région alsace et les Länder allemands du Bade-Wurtemberg et de Rhénanie Palatinat.
Lucienne GARTNER, représentante de la Région Alsace, chargée de coopération transfrontalière pour la gestion et la protection de la nappe du Rhin supérieur
- Présentation d'un troisième exemple, montrant une autre facette de la problématique de la géopolitique de l'eau en Amérique du Nord.
Barah Mikail, chercheur à l'IRIS (Institut de Relation Internationale et Stratégique), spécialiste des enjeux géopolitiques de l'eau.
- Perspectives d'avenir et solutions politiques envisageables pour améliorer la gestion transfrontalière de l'eau.

Phillipe Guettier, adjoint au chef de la mission des affaires internationales et communautaires - Direction de l'eau, ministère de l'Écologie et du Développement durable (à confirmer)

Table ronde 5 : Politique européenne de reconquête de la qualité de l'eau : présentation de cas concrets.

15h30-17h30

Contexte

La majorité des textes de lois à portée environnementale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sont d'initiative européenne : directive Eaux Résiduaires Urbaines, directive Nitrates d'origine Agricole, directive cadre sur l'eau, directive eaux de baignade,... Par ailleurs, l'Union Européenne cofinance nombre de projets de recherche ou d'actions concrètes dans le domaine de l'environnement.

Pourtant, l'action de l'UE reste largement méconnue du grand public. Nous désirons dans le cadre d'une session organisée au Parlement européen présenter aux citoyens les grandes lignes et l'importance de la politique européenne dans le domaine de la reconquête de la qualité des ressources en eau, ainsi que quelques cas concrets.

Déroulement de la table ronde :

Président de Séance : Yves Le Bars, président du Gret, ancien directeur général du Cemagref et du BRGM, membre du conseil général du GREF (thématiques de gestion collective de biens et de ressources communes, notamment dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, prise en compte de l'environnement).

- Introduction : présentation rapide de la politique européenne de l'eau depuis le milieu des années 1970.
- Constat de la situation actuelle en France : exemple de l'Alsace et de sa nappe souterraine.
Magali Marchetto, charge d'études "eaux souterraines" à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.
- Présentation d'un cas allemand : gestion des pollutions diffuses et ponctuelles par les services de la ville de Munich.
Jörg Schuchardt, services techniques de la ville de Munich.
- Présentation du projet LIFE Environnement ArtWET, projet de recherche cofinancé par l'UE.
Caroline Grégoire, responsable du projet, enseignante-chercheuse à l'ENGEES.

Tables rondes – Lundi 22 mars – 09h30 à 11h30

Table ronde 6 : Vers une agriculture durable qui minimise les prélèvements sur les ressources en eau et préserve leur qualité

Contexte

L'agriculture et les questions de l'accès, de l'usage et de la maîtrise de l'eau sont nées ensemble. L'eau est un facteur essentiel de production. La modernisation de l'agriculture conduite depuis plusieurs décennies s'est accompagnée d'une augmentation de la consommation d'eau et d'une croissance des pollutions diffuses d'origine agricole. Il est important d'améliorer les techniques et d'élaborer des modes de gestion des systèmes agricoles pour valoriser la ressource et préserver les milieux aquatiques.

Il s'agit là de rendre compatible les besoins de production, d'aménagement de l'espace rural et la disponibilité de la ressource en eau, qualitative et quantitative pour les divers usages et fonctions.

Les activités agricoles et les autres activités humaines ont un impact sur la qualité des eaux, qu'il s'agisse des eaux de surface, souterraines ou du littoral. Ces impacts sont divers : envasement des rivières, eutrophisation, pollution par des substances dissoutes comme les pesticides chimiques de synthèse ou des éléments minéraux. Les pratiques agricoles particulièrement néfastes pour la qualité des eaux sont : l'emploi intensif de pesticides chimiques de synthèse, dont les résidus peuvent se retrouver dans les eaux, perturber le fonctionnement de la flore et de la faune aquatiques et contaminent les nappes phréatiques ; les apports excessifs de matière organique et d'engrais chimiques de synthèse conduisent à l'excès en nitrates dans les sols et à leur lessivage dans les nappes phréatiques ; l'absence de couverture des sols en hiver, la répétition des labours, ou encore des rotations trop courtes, qui favorisent à la fois le lessivage des nitrates et les pertes en structure.

Déroulement de la table ronde :

Président de Séance : Didier BONNET, journaliste à l'AGPA (Agence de Presse Alsacienne)

- Le panorama actuel de la relation agriculture et eau.
Françoise GOULARD, conseillère scientifique à l'agence de l'eau Adour-garonne.
- Quels systèmes de culture et d'élevage permettraient aux paysanneries les plus modestes d'accroître rapidement et durablement leur productivité et leurs rémunérations, tout en n'occasionnant aucun dommage majeur pour l'environnement ? Le passage à une agriculture durable sans effet sur l'environnement peut-elle convenir pour nourrir le monde sans impacter sur les pays du sud ?
Marc DUFUMIER, professeur d'agriculture comparée à AgroParisTech.
- Quels sont les techniques alternative à l'étude et existante permettant de rendre l'agriculture respectueuse de l'environnement et notamment sans impact sur les eaux souterraines et artificielles ?
Pierre STENGEL, Directeur scientifique « environnement, écosystème cultivés et naturels » INRA.
- Exemple probant de l'agriculture biologique à Munich ou de l'entreprise VITTEL aux alentours d'un de ses captages.
Groupe d'étudiants de l'ENGEES ou intervenant de VITTEL

Table ronde 7 : Impacts du réchauffement climatique sur les ressources en eau, quelles solutions ?

09h30-11h30

Contexte :

Le réchauffement climatique est aujourd'hui une certitude. Les experts du GIEC le confirme dans leur quatrième et dernier rapport auquel ont participé plus de 2 500 scientifiques de 130 pays. Ces conclusions alarmantes remettent en question la place de l'homme face à l'utilisation constante des ressources naturelles.

Ainsi, les ressources en eau de la planète que ce soit au Nord comme au Sud vont être affectées. La quantité d'eau, la distribution spatiale des pluies, les événements extrêmes et globalement le cycle de l'eau seront touchés. L'ampleur de ce phénomène dépend de notre capacité à s'adapter aux évolutions climatiques et parallèlement à conduire des politiques d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre.

Cette table ronde se veut un lieu d'échanges et de débats afin de prendre connaissance des enjeux et des solutions qui s'offrent à nous.

Déroulement de la table ronde :

Président de Séance : Ghislain DE MARSILY, membre de l'Académie des sciences, professeur émérite à l'Université Paris-VI, auteur du livre « *L'eau, un trésor en partage* ».

- Introduction et constat du réchauffement climatique ;
Julien ZGONC, agent de la division Etudes-Climatologie, Météo-France Direction Centre Est.
- Les conséquences du réchauffement climatique sur les ressources en eau et les usages ;
Isabelle MOR, Docteur en Géographie Aménagement, Maître de conférences-Université de Nice Sophia Antipolis.
- Etude de cas : les réfugiés climatique ;
Groupe Séminaire Développement Durable (ENGEES).
- Les solutions (thème à confirmer) ;

Table ronde 8 : Le dessalement : la solution miracle à tous nos problèmes ?

09h30-11h30

Contexte :

En pleine expansion, le dessalement de l'eau de mer apporte une solution aux régions côtières victimes de la sécheresse. Mais tous les procédés sont gourmands en énergies, et non sans risque pour le milieu marin environnant.

Le Moyen Orient, l'Espagne, la Californie, l'Algérie, les Caraïbes... la liste des pays ayant franchis le pas est longue et en pleine expansion. La production mondiale d'eau dessalée s'élève aujourd'hui à 47 millions de mètres cubes par jour, soit 0.45% de la consommation d'eau douce journalière, et elle est en pleine expansion. Le dessalement de l'eau de mer serait-il alors la solution miracle ? Pas si sûr... En effet, cette source d'eau potable a l'inconvénient majeur d'être coûteuse en énergie. Ainsi, on estime aujourd'hui que le dessalement peut augmenter la dépense énergétique d'un pays jusqu'à 15%. Mais ce n'est pas tout, les saumures rejetées, par exemple, ont des conséquences désastreuses sur le milieu naturel. Autant d'enjeu auquel le dessalement doit faire face.

Déroulement de la table ronde :

Président de Séance : Hervé SUTY ou Philippe BREANT, Direction programme eau potable VEOLIA

- Présentation de la situation actuelle, exemples. Les différents moyens de dessalement classiques, et surtout impacts sur l'environnement.
Groupe d'étudiants de l'ENGEES
- Nécessité du dessalement, exemples en Afrique, exemples et en Espagne. Comparaison avec d'autres moyens de production d'eau potable, (chiffrages).
Mehdi Hadj-Abed, bureau d'étude EauNergie basé à Monaco
- Présentation des limites du dessalement : qualité de l'eau produite. Présentation de quelques solutions pour améliorer ce point.
Maxime PONTIE, (à confirmer)
- Prise en compte de l'environnement de plus en plus forte (compensation USA, Australie) et présentation des méthodes alternatives de dessalement et nouveautés, ainsi que les méthodes permettant d'économiser de l'énergie (ex: système de cogénération nucléaire).
Daniel VILLESSOT, Directeur Technique Lyonnaise des eaux

Séance Plénière – Lundi 22 Mars 2010 – 13h30 à 17h00

Ouverture de la Séance par la Présidente de Séance – 13h30 à 13h40

Klara SZATKIEWICZ, présidente d'EUREAU

Garantir l'accès à l'eau potable en tant que droit humain (TR 1 et 3) – 13h40 à 14h10

Danièle MITTERAND, présidente de France Libertés (Vidéo)

Henri SMETS, membre de l'Académie de l'eau et du Conseil européen du droit de l'environnement

- Eau bien commun,
- Comment garantir l'accès à l'eau
- Quelle modèle de GSP ?
- Quelle place pour le citoyen ?

Mieux gérer l'eau en ville pour améliorer la santé des citadins (TR 2 et 4) – 14h10 à 14h40

Bernard CHOCAT, professeur à l'INSA de Lyon Président du comité de la recherche de l'ASTEE

- S'adapter à la concentration de la population en ville
- Penser l'expansion des villes
- Réduire la pauvreté
- Eduquer la population
- Limiter l'impact sur les milieux récepteurs
- ...

Gérer les ressources de manière soutenable (TR 5, 6, 7, 8 et 9) – 14h40 à 15h10

Ghislain de MARSILLY, professeur à l'Université Pierre et Marie Curie Paris VI et membre de l'Académie des Sciences

- Augmentation de la population
- Réchauffement climatique
- Optimiser les techniques d'irrigation
- Repenser l'aménagement du territoire
- Barrage ou pas barrage
- Dessalement
- Réduire les pollutions agricoles,
- Eviter les guerres de l'eau

Pause – 15h10 à 15h40

**A l'eau la Terre ?
ici Strasbourg !**

19-22 mars 2010

www.aleaulaterre.eu

**Réinventer une nouvelle économie respectueuse des hommes et de l'environnement –
15h40 à 16h10**

Serge LATOUCHE, professeur émérite à l'université de Paris Sud

Ou Alain GRANDJEAN, ingénieur, membre du Comité stratégique de la Fondation Nicolas Hulot et experts sur le climat et l'énergie.

- L'eau, une ressource illimitée...en théorie !
- Des inégalités sociales croissantes
- Un monde tourné vers la croissance et la production
- Des indicateurs économiques inadaptés
- Quelle solution pour un monde plus juste ?

Discours de clôture

- Klara SZATKIEWICZ, présidente d'EUREAU – 16h10 à 16h20
 - Thierry ADAM, président de l'Amicale des Anciens de l'ENGEES – 16h20 à 16h30
 - Damien KUSS – 16h30 à 16h40
 - Pierre HARGUINDEGUY, président d'AQUAeme – 16h40 à 17h00
-